Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

72-73 | 1998

Nationaux, étrangers ? Logiques d'état et enjeux quotidiens

L'étranger de l'intérieur

The Domestic Foreigner

Yasmine Marzouk

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2699>

DOI : 10.4000/jda.2699

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1998

Pagination : 63-80

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Yasmine Marzouk, « L'étranger de l'intérieur », *Journal des anthropologues* [En ligne], 72-73 | 1998, mis en ligne le 07 mai 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2699> ; DOI : 10.4000/jda.2699

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Journal des anthropologues

L'étranger de l'intérieur

The Domestic Foreigner

Yasmine Marzouk

On est toujours religieux tant qu'on croit à la
grammaire.
Nietzsche

- 1 Si la III^e République demeure dans la culture nationale celle qui instaure la laïcité, on méconnaît souvent qu'elle fut également le plus grand empire musulman de l'Ouest. Nous avons cherché à cerner quelques traits de la culture du politique en France et la fonction générale des oublis dans le système de désignation des minorités. Pour ce faire, nous avons suivi l'évolution historique du champ lexical désignant les Maghrébins d'alors, ici et là-bas, les modalités et les processus des phases d'inclusion, d'exclusion et d'oubli dans la représentation de la collectivité nationale. Ils sont ici croisés avec l'histoire sémantique d'un terme savant, puis populaire « *Chleuh* »¹ et d'un terme politico-administratif colonial – « *Français musulmans* » –, qui a tendance à resurgir dans le monde scientifique contemporain.
- 2 On a beaucoup insisté sur le caractère construit des catégories collectives – ethnie, nation, communauté urbaine – ainsi que sur les représentations collectives permettant l'illusion d'une permanence. Nous prendrons cet apport pour acquis afin de questionner les contenus historiques et sociaux des désignations de minorités, telles qu'elles ont surgi dans la langue française (représentations de choses/représentations de mots). Cette volonté de dépasser les analyses portant sur un temps court et fondées exclusivement sur les représentations de mots, est soutenue par la théorie des historicités différentielles des régions et des groupes – développée par l'École des Annales – qui ne s'éclairent que par la mise en rapport avec leur complément (L. Febvre, F. Braudel). Nous appliquons à ce nouvel ensemble qui fonde la différence (minorité/majorité) l'analyse de la communication entre individus proposée par Bateson : c'est le contexte qui donne sens au contenu et non l'inverse ; de plus chaque échange de A vers B modifie la position respective de chaque locuteur et la réponse de B à A dépend autant de ce qu'il a reçu de A que de l'environnement général.

- 3 La distinction opérée entre la langue argotique, dite « langue verte », et la langue écrite tend à inclure dans la réflexion le statut du sujet de l'énoncé : celui qui manie une langue écrite et soutenue, à durée longue et à extension large, est du côté du pouvoir de désignation, du côté du pouvoir de la Cité. Il faut se souvenir que l'extension du français fut très tardive en France. La langue non conventionnelle est beaucoup plus mobile et inventive : elle introduit à d'autres lieux sociaux de production des représentations des minorités culturelles : ceux des guerres, des migrations de travail et du commerce, des transformations de l'identité nationale. Elle permet de dresser les figures sociales des contrats de fondation à leur rupture (la guerre civile, l'autocratie), de l'allié et du sang versé.

I. Contrats de fondation : Arabes et Berbères au Maroc

- 4 Le terme « *chleuh* » a été introduit pour la première fois en français comme un terme linguistique savant (1866 « *chellouh* », et 1891 « *chleuh* ») « pour désigner didactiquement les rapports que les Berbères du Haut-Atlas entretiennent avec leur langue et leur culture » (Rey, 1992). De fait, le terme « *chleuh* » est un terme faussement savant puisqu'il s'agit, comme souvent, d'un hétéronyme. Les Berbères du Haut-Atlas se définissent eux-mêmes comme l'homme, la femme, les êtres qui parlent la *tachelhayt* et forment ainsi les *Ichelhyin* (masc. pl.) ; *chleuhs* pour les gens, ou *chelcha* pour la langue, sont des reformulations arabes qu'on soupçonne volontairement maladroites et quelque peu méprisantes, bien qu'elles demeurent toujours dans le dictionnaire actuel de l'islam.²
- 5 Le rétablissement de « l'objet de l'énoncé » dans sa « position de sujet », dans sa langue, redresse la situation d'intercommunication entre les groupes, qui a été doublement oblitérée. C'est le rétablissement des deux séries d'interlocuteurs différents qui fait sens, arabes et berbères au Maroc, et arabes, berbères et français dans le même pays. Les arabophones qui emploient ce terme signifient par là aux autres la supériorité de leur statut que l'on peut développer dans trois champs sémantiques politiques et sociaux. Ces autres-là, les Berbères, ne veulent rien en entendre, puisque tout énoncé en *tachelhayt* commence avec superbe par une déclaration préliminaire d'identité linguistique.
- 6 Le premier domaine de contestation concerne le statut politique relatif des deux groupes linguistiques³ dans la royauté chérifienne. Ce furent des confréries musulmanes berbères devenues dynasties, qui les premières établirent la royauté au Maroc : les Almohades du X^e au XI^e siècle, et les Almoravides du XII^e au début du XIII^e siècle. La dynastie arabe chérifienne, supputée descendre du Prophète, prit le pouvoir au XVI^e et à nouveau au XVII^e siècle. Les arabophones d'aujourd'hui se prévaudraient de prérogatives, par descendance métaphorique au travers de la langue, avec les anciens vainqueurs. Le statut politique inférieur serait donc celui de l'ancien dominant vaincu et dominé sur son propre territoire, par les vagues successives des immigrants.
- 7 En second lieu, cette « distinction » au sens de Bourdieu, prétend se fonder sur une antériorité dans la religion musulmane, toujours à travers une métaphore sur la langue. L'arabe dialectal peut être utilisé comme référent d'un statut supérieur par rapport aux autres musulmans non arabophones, par proximité avec la langue classique et poétique du Coran (Marzouk, 1991). Ici on assimile les berbérophones à de nouveaux croyants puisqu'ils parlent une langue « éloignée » du livre saint commun (la conversion des Berbères précéderait la création de l'État et se situerait au VII^e siècle). On peut y voir

également une version plus agressive et savante, une assimilation à de « mauvais croyants » ou pire à des « mécréants » au nom de la culture andalouse que leurs dynasties ont jadis développée. Cette théorie monolithique de l'histoire du Maghreb connaît actuellement des regains chez les islamistes.

- 8 Enfin la supériorité par la langue se réfère à l'habitat montagneux, éloigné des centres urbains du pays. Il désigne le semi-pasteur, le paysan, le montagnard qui vit dans la *badiyya*, éloigné des mœurs de la Cité (*hadara*) des souks, des mosquées et des palais. Il est bon de rappeler que cette opposition Ibn' Khaldounienne concernait des types de populations s'adonnant à des activités distinctes – bédouins et marchands ; ici on l'applique à la totalité de l'ensemble culturel que forme le Maghreb, en distinguant les Arabes et les Berbères.

- 9 Ces trois déclinaisons possibles de renversement des rangs d'arrivée dans le territoire – autre système de légitimité hiérarchique combattu ainsi – définissent les rapports politiques des vagues successives d'immigration, d'acculturation dans un très vieil État qui en a connu beaucoup, et qui remonte au X^e siècle. Elles définissent des relations d'inclusion plus que d'opposition car elles ne peuvent se comprendre que par ce qui a été « bâti en commun » au travers de l'histoire (au sens de *res politicae*), les référents historico-politiques communs, même s'ils sont antagonistes, aux deux communautés : un territoire pour lequel on s'est battu, une religion que les anciens dominants ont adoptée et la question pendante de la langue pour définir une identité politique. Entre amis ou gens du même groupe d'âge, ces thèmes peuvent se jouer sous la forme d'une relation à plaisanterie. Aujourd'hui on souligne encore que le souverain chérifien doit choisir une ou plusieurs de ses épouses dans l'une des six grandes familles berbères. Cette assertion – même si elle s'avérait inexacte dans les faits – marque le souvenir de l'alliance entre anciens maîtres et nouveaux venus, comme contrat de légitimité de la dynastie.

- 10 Ce qui apparaît comme opposition à l'intérieur est unité vis-à-vis de l'extérieur. La force de ces relations, c'est qu'elles « fabriquent » aussi du collectif, mais du collectif en mouvement, et ce par cette possibilité de renversement que nous allons analyser. Ne définir comme « collectif » que ce qui est sans contestation, acquis, revient à évacuer toutes les questions en cours. Une anthropologie de la modernité ne saurait se contenter des « consensus sacrés », de l'éternelle vision sacralisée du pouvoir. L'ennemi héréditaire est toujours un sauvage : vainqueur, il l'est par sa domination ; vaincu parce qu'il devient le « perdant » de l'histoire, le « sauvage » par rapport au civilisé. Mais c'est aussi celui qui est le plus proche du « nous ». Ce sauvage-là est un étranger de l'intérieur. Il peut tenter de renverser les rapports de force en s'instituant comme sujet de la dénomination prescriptive (ou en la refusant) dans un affrontement social et linguistique d'où il ne sortira pas nécessairement vainqueur. Il peut également, loin des courants dominants, créer de nouvelles alliances. Reste à savoir les processus et les coûts de l'un et l'autre cheminement.

- 11 Dire que ces dénominations prescriptives ne sont qu'un procès d'ethnisation – comme il est courant aujourd'hui –, suppose que « l'ethnie », l'étranger de l'intérieur, a toujours été perdant, a toujours été le même. C'est affirmer que pour cet Autre dont le chercheur se fait le héraut, il n'y a ni histoire, ni acteurs et qu'il en sera toujours ainsi : on fabrique un « destin » immuable aux minorités politiques du moment en introduisant de la morale dans la catégorisation dite scientifique. Autrement dit, le langage scientifique et ses acteurs n'échappent pas aux jeux de la communication : écrire c'est s'adresser à quelqu'un et donc participer aux enjeux du moment⁴. À l'inverse, c'est à partir de ces

enjeux politiques, offerts par un jeu de regards entrecroisés, où la dénomination créée déjà du social, même s'il n'est que virtuel, que l'anthropologue questionne le présent (Geertz) et l'historien, le passé (histoire rétrospective).

- 12 La langue arabe est devenue la langue majoritaire. Quand on fait référence à la culture berbère aujourd'hui au Maghreb, c'est pour revendiquer une identité politique plurielle face aux tendances hégémoniques des gouvernements en place, ou face aux mouvements islamistes qui proposent, sous couvert de religion, une autre tradition politique venue du Mashrek.

II. La figure du rallié : Berbères/Français/Arabes

- 13 « *Chleuh* » est relevé dans la langue française soutenue comme terme linguistique à la fin du XIX^e siècle (1891) au moment où la France doit partager son statut « de la nation la plus privilégiée » du sultan du Maroc avec d'autres pays européens⁵. Nous changeons de « contexte », d'ensembles politiques. La tradition savante de qualification des ethnies, groupes ou tribus, est partagée par le milieu très restreint des officiers des Affaires Indigènes et de la Légion comme le montre l'exemple de R. Montagne qui utilise les techniques de l'aviation militaire pour mener son travail d'ethnologue (Valensi : 1997). Ces hommes voyaient dans les Berbères des démocraties romaines et quasi laïques (Montagne, 1930). Or les représentations que se faisaient les Français des Berbères s'opposent avec les rapports réels qu'ils ont pu entretenir durant la conquête du Maroc, celle du protectorat et enfin dans les champs de bataille européens.
- 14 Des jeux d'appellation de la collectivité marocaine, les officiers français conquérants (1907-1934) et bien brefs dominants (1934-1957) en étaient exclus. Mais ils crurent pouvoir s'immiscer dans cette très vieille relation politique « *Arabe/Chleuh* » qu'ils ne prirent que dans son acception d'opposition. Ils imaginèrent des Berbères christianisés comme intermédiaires idéaux d'une domination indirecte. Ils mirent le feu au pays avec le Dahir berbère de 1930 et accélérèrent une administration directe du Maroc où les fonctions royales furent réduites à la religion. Cette tentative politique que les Français avaient déjà tentée en Algérie durant la seconde moitié du XIX^e siècle et qu'ils réitérèrent avec les Kabyles peu avant la guerre d'indépendance, se solda également par un cuisant échec. Le principal legs du « mythe berbère » (Ageron, 1990) fut l'effacement de l'islam dans l'esprit des Français, rendu possible par le fait que l'islam maghrébin fait partie du quotidien et est peu ostentatoire. D'où le mythe de la laïcité qui perdurera auprès des tiers-mondistes au moment de la guerre d'Algérie (Colonna, 1996). Ces exemples ci-dessus sont aujourd'hui considérés comme des erreurs scientifiques, mais ils servent notre propos : ils montrent le travail et l'effort non négligeable de la construction de l'altérité. Il faut pouvoir trouver en quoi l'Autre est différent, mais il faut également situer en quoi il est également un peu le même, en quoi nous nous rattachons tous à « la même origine, au même ancêtre commun », fut-il romain... Là aussi les sciences humaines procèdent « du sens commun » (Geertz). Mais ce sens commun est lui-même en mouvement, formé de séries de références implicites à des formulations stéréotypées d'une identité nationale, toujours historiquement datées.
- 15 Au niveau des rapports réels, à défaut d'une délégation de pouvoir fondée sur une identité politique et religieuse supputée, les officiers français ont développé avec certains éléments de la population marocaine, des rapports très étroits et réciproques d'altérité, fondés sur leurs situations communes mais bien spécifiques, de combattants et d'anciens

dominants. Le terme « *chleuh* » « désigne les troupes territoriales dans l'argot des militaires combattant au Maroc en 1914 » nous indique Imbs (1977). De fait, c'est dès 1908 que le général D'Almade institua au Maroc à partir de la *Chaouia*, le premier corps territorial des « *goumiers* ». Ces soldats étaient appelés ainsi –le mot vient de « *goum* » : tribu – car leur relation à l'armée incluait celle de leur famille⁶. Cette troupe spécifique sera grossie par le décret de 1912 qui instaure le régime de l'appel partiel aux indigènes. Ces « *goumiers* » entretenaient des rapports d'hommes à hommes avec les officiers, qui comme Lyautey, Franchet d'Espiney, D'Almade, étaient des nobliaux qui avaient perdu le pouvoir en France en 1871, la restauration monarchique ayant échoué devant la République. Ils partageaient avec leurs troupes le statut d'ex-dominants, devenus minoritaires, mais pas au même titre. Ils ont cherché et trouvé à travers l'épopée coloniale, auprès de leurs ennemis « farouches » et alliés intrépides, la valorisation des idéaux de l'ancienne noblesse d'épée : courage, fidélité, honneur. Cette identification des officiers à leurs « *goumiers* » était telle que l'on les surnommait eux-mêmes « Capitaine Chleuh » ou « Colonel Slimane »⁷. Ultérieurement c'est avec leurs « *goumiers* » qu'ils partiront dans l'Est et sur le Rhin lors de la première guerre mondiale. Et même en 1957, nombre de ces officiers resteront avec leurs troupes lorsque le Maroc deviendra indépendant. S'il est rarement donné de pouvoir analyser une telle égalité dans l'alliance, surtout entre dominants et dominés, ces réalités socio-politiques sont loin des mythes nationalistes ou tiers-mondistes, qui organisent une vision du monde *a posteriori* divisée en deux camps bien tranchés opposant les « bons » et les « truands ».

- 16 Les « *goumiers* » furent des forces de police chérifiennes encadrées par les officiers des Affaires indigènes et ceux de la Légion. Sous Lyautey, malgré les premiers troubles des tribus du Rif (1911) agitées par des espions allemands, ils font preuve de fidélité : ils défendent presque sans apports supplémentaires, les avancées françaises au Maroc pendant la guerre de 1914. Et de plus ils envoient cinq régiments de tirailleurs⁸ dans les tranchées françaises.

Destin du sang versé : de l'Afrique du Nord à l'Alsace-Lorraine

- 17 L'adoption du « *pidgin* » commerçant méditerranéen par l'armée française du début du XX^e siècle renoue avec une vieille tradition d'échanges du français avec l'arabe, échanges qui transitent par l'Espagne au Moyen-Age (chansons de geste) et s'effectuent indirectement par le provençal et l'italien du XVI^e au XX^e siècle. Je suppose que « *chleuh* » n'est pas vraiment de l'arabe, mais qu'il appartient déjà à ce « mélange d'arabe, d'italien, d'espagnol qui sert d'intermédiaire entre arabophones et européens. Cette *lingua franca* remonte au XVI^e siècle et Cervantes en a déjà fait état pour l'espagnol » (Sainéan, 1935). Sainéan, dans son analyse des lettres des poilus et des journaux du front, relève l'apparition de « *barda, guittoune, gourbi, kasba, nouba, toubib...* », hier argot des tranchées, devenu vite argot parisien (1915). Si le terme « *chleuh* » n'y est pas, la réalité des rapports qu'il désigne doit être connue. Car cette guerre des tranchées « réunit pour la première fois les «*poilus*» de France et ceux de son empire colonial » face au feu. Ce fait est rapporté par l'auteur à l'institution des troupes « africaines ». Aux tirailleurs d'Afrique noire, il faut ajouter au moins cinq compagnies de tirailleurs-goumiers en provenance du Maroc, les harkis et les appelés d'Algérie, qui eux étaient des ressortissants français mais que l'administration appelait les « Français musulmans d'Algérie » pour les distinguer des « Français de souche » qui se nommaient eux-mêmes, pour bizarre que cette inversion

puisse paraître aujourd'hui, les « *Algériens* ». C'est peut-être là que la désignation du terme « *chleuh* » subit une première extension passant des Marocains aux Maghrébins⁹.

- 18 C'est donc la langue d'une alliance bien spécifique qui va dénommer, avec des mots venus de là-bas, la vie quotidienne d'une collectivité sociale réellement élargie, liguée contre un ennemi commun : « *le Boche* »¹⁰. Les conditions de vie de la troupe étaient si terribles à l'époque qu'il fallut les améliorer en 1917 pour continuer la guerre. Il y avait également en partage cette guerre de tranchées dont l'hécatombe fut telle que les survivants eux-mêmes promirent que ce serait « *la der des der* ». C'est dans ces conditions-là que les soldats de l'empire colonial payèrent « le prix du sang » à la nation française et c'est ce fait qui leur fut reconnu par les conscrits de l'époque, sous la forme de l'adoption d'un vrai lexique, encore valide de nos jours. Reconnaissance dont on trouve explicitement la trace dans le refus populaire à la guerre d'Algérie¹¹.
- 19 Après la première guerre mondiale, ce sont ces rapports, ces valeurs, cette langue qui, autant que le courage et la fidélité des troupes alliées, feront le succès du terme « *Chleuh* » – un monosyllabique si rapide à « *attraper* » – auprès des troupes venues de France pour la guerre du Rif (1925-1930). Dès lors, avec le retour en « métropole » et en Allemagne de ces troupes, le terme « *Chleuh* » sort de ces milieux si spécifiques à la colonie où se côtoient commerçants, militaires, ethnologues et linguistes, pour se répandre en Alsace-Lorraine en 1933, puis dans toute l'armée française en 1940. Le terme « *chleuh* » commence une autre carrière où il garde sa double acception, celle de ralliés (d'Alsace-Lorraine) et d'ennemis belliqueux et farouches, ainsi que sa capacité à définir l'autre, identifiable à sa langue, mais cette fois, il s'agit de l'Allemand. En bref, « *chleuh* » désigne un monde d'acculturés.
- 20 On est conduit à se demander alors quelles homologues sémiologiques conduisent ainsi d'une extrémité à l'autre de l'empire, du Haut-Atlas marocain à l'Alsace-Lorraine. On remarque immédiatement qu'il s'agit dans les deux cas de régions frontières : chacun sait que l'Alsace-Lorraine a changé quatre fois de domination et de langue officielle en un siècle (1870, 1919, 1940, 1945). En 1933, au moment où les Français désignent les Alsaciens du terme de « *Chleuh* », germanisé en « *Schleuh* », ces derniers l'adoptent et en font un titre de gloire, l'Alsace-Lorraine ayant été reconquise aux Allemands de justesse en 1918. Les frontaliers connaissant fort bien les efforts d'équipements allemands et les intentions de Hitler à leur égard. Néanmoins on soupçonne certains d'être moins pro-français que les autres, notamment les Lorrains ; car la Lorraine a été peuplée par l'Allemagne de paysans rhénans pour les besoins de l'industrie lourde, d'où l'expression de « *bochéisation* ». Et pour éviter les différences politiques de germanisation, de nombreux Alsaciens entre 1870 et 1919 se sont établis en Afrique du Nord où ils laisseront quelques termes de travail dans le domaine de la pâtisserie et de la typographie. Il est également possible que le terme « *schleuh* » ait transité par eux.
- 21 De son histoire plus ancienne également¹², l'Alsace a toujours gardé un statut spécifique du point de vue religieux vis-à-vis de l'État français. En 1918, pour prix de sa fidélité et de l'accueil triomphal fait à ses troupes, l'État français l'exempte du régime général de la laïcité et maintient le Concordat de 1801, celui de Napoléon qui lui reconnaît ses propriétés et libertés religieuses, mais les soumet en payant son personnel. C'est ce statut spécifique de la religion que l'État français avait également appliqué en Algérie.

III. La République impériale face à la langue et à la religion

- 22 On peut alors se demander quels liens il y a eu entre laïcité et islam dans le contrat de fondation de la III^e République ?
- 23 Pour ce qui est de la langue, c'est au nom de l'hétéroglossie qu'on applique le même terme « ethnie », aux populations françaises et à celles, étrangères, de l'empire (De Denus, 1889). C'est l'école de Jules Ferry qui fera disparaître les patois, achevant ce que l'émigration paysanne vers les villes industrielles et la conscription militaire avaient commencé¹³. Le français s'implante donc dans ses propres campagnes et ses régions allogènes et hétéroglotes (Bretagne, Alsace, Béarn) à la même époque que dans son empire. Inversement, des termes issus des langues de l'Empire commencent à émailler la langue française. Le regard porté sur l'Autre éloigné était le même qu'on portait sur l'Autre proche. La distance se mesurait entre les mœurs des villes et celles des campagnes. Le français était resté une langue politique et judiciaire, rigidifiée par sa césure sociale avec les patois locaux et les langues professionnelles. Mais sous l'Ancien Régime, on nommait et les unes et les autres « nations », en vertu d'une organisation territoriale en « pays » et d'une vision métaphysique de la collectivité incarnée par « les deux corps du roi », selon une métaphore d'origine chrétienne, celle du Christ (Kantorowicz, [1957]1989). On comprend alors la liaison étroite qu'il y aura entre démocratie et l'enjeu d'une langue unique, qui décomposera, espère-t-on alors, les frontières socio-régionales qui rappellent l'organisation féodale. Ce n'est que deux siècles après la révolution que le français oral devient le vecteur réel d'une identité nationale unique. La langue va prendre le relais objectif de la métaphysique chrétienne, comme support matériel et symbolique, unissant d'une part chaque homme à l'ensemble des Français et cet ensemble des Français à son territoire.
- 24 La seconde valence « religieuse » de la langue française, c'est que son apprentissage est lié au contrat politique qui lie la Troisième République à l'unité, l'intégrité de son territoire. La démocratie laïque contre la monarchie se double d'un contrat social : celui du renouvellement des classes dirigeantes, de l'affirmation d'une aide à l'ascension sociale par l'École, dans les termes même de la déclaration des droits de l'homme. L'École est laïque et obligatoire quels que soient le sexe (ce qui est étonnant pour l'époque), la religion et le milieu. Cette langue dont l'apprentissage est imposé à tous, est parallèle à celui d'une science triomphante dont on espère le « progrès », c'est-à-dire selon l'idéologie de l'époque, une amélioration morale, sociale autant et plus que matérielle.
- 25 En troisième lieu, le terme même de laïcité est très ambigu en France, autant que celui de démocratie. Les deux mots désignent à la fois un système politique (démocratie *versus* monarchie) et un moyen d'ascension sociale sacralisé. L'instauration de ce contrat social de la III^e République repose sur une alliance politique dont les termes portent également à confusion : celle des Gauches et des Églises, i.e. des institutions et réseaux des religions minoritaires dans le territoire propre, soit les protestants et les juifs auxquels il faudrait ajouter les saint-simoniens non religieux (Mayeur, 1991). En revanche, une génération après, c'est l'intrusion dans les églises catholiques – les bâtiments appartenant désormais à l'État – qui conduira à la séparation d'avec l'Église (institution catholique). Celle-ci est jugée étrangère, vue son rattachement au Pape, désormais à la tête d'États pontificaux, et donc représente selon les critères de l'époque, une nation. L'effacement ou l'écrasement

d'un événement – association avec les Églises (minoritaires) – par un autre – séparation de l'État et de l'Église (catholique) – dans la mémoire nationale, permettra paradoxalement de réintégrer la religion catholique, mais non ses institutions, dans les représentations de la collectivité nationale en tant que « culture » commune, comme la langue.

Statut personnel et citoyen de seconde zone

- 26 En revanche le prix du sang versé par les « Français musulmans d'Algérie »¹⁴ lors de la guerre de 1914 ne sera que partiellement payé par les Français. En 1919 on leur accorde les mêmes droits sociaux qu'aux Français d'Algérie, effaçant des différenciations infâmant. On supprime les charges fiscales ottomanes qu'on avait maintenues pour les citoyens musulmans. Petit à petit toutes les charges administratives, même les plus hautes, leur seront ouvertes. Mais si les Français musulmans d'Algérie sont présents dans toutes les assemblées politiques locales – sans que le respect du scrutin majoritaire soit respecté – ils n'ont jamais accès à la représentation politique nationale, la souveraineté du peuple leur est fermée. Ce droit politique ne sera accordé qu'à ceux qui abandonnent le statut personnel, c'est à dire dans les faits, la religion musulmane. Le décret du Gouverneur général Maurice Viollette (1931) qui accordait les droits politiques aux musulmans français, ne verra le jour qu'en 1946 c'est-à-dire trop tard. Et ce d'autant que l'administration avait le droit exorbitant, qui durera jusqu'à la libération, d'infliger des sanctions pénales. Ces humiliations injustifiées et quotidiennes comme le refus des grands propriétaires de la Mitidja précipitera les Français dans une nouvelle guerre, comme l'avait annoncé Viollette (Barrière, 1993).
- 27 Ils payèrent alors non le prix du sang que les Français jugeaient normal après la première guerre mondiale, mais le sang pour le sang. Au-delà, la guerre d'Algérie réanimera la guerre civile larvée franco-française commencée lors de l'affaire Dreyfus, et continuée sous l'occupation et la libération. Elle ramena également l'armée sur les devants de la scène politique. Et c'est ce risque de la démocratie, le spectre de la Cité divisée (Loraux, 1997) que l'on a cherché à oublier en France, en effaçant les liens sémantiques qui lient les deux acceptions du mot « Chleuh/Schleuh ». L'effacement du lien signifie qu'il n'y a rien eu de commun entre cet empire lointain et les front de l'est situé dans le territoire actuel de la France, encore moins une dette de sang. Car si le droit reconnaît le sol pour l'acquisition de la nationalité, le lien du sang versé pour ce sol fait partie du contrat individuel entre homme et territoire, quelle que soit sa religion.

Du politique

- 28 Ainsi toute appartenance à une communauté élargie se paye d'un prix, celui d'une violence fondatrice sur laquelle s'échafaudent les « contrats de fondation ». Ces contrats de fondation nécessitent également un long travail symbolique d'intégration/exclusion des couches migratoires, constituant socialement et symboliquement, la nouvelle communauté locale ou nationale, ou supra-nationale. Figures et enjeux des différents niveaux territoriaux du politique définissent au cours du temps les conditions de variation des appellations. Nous y avons vu une substitution métaphorique possible entre langue et religion qui mène à l'affrontement, au risque de guerre civile et à celui de

dictature. À ces risques s'opposent la figure de l'allié, des milieux interlopes des « *goumiers* » ou le sang versé dans les tranchées.

- 29 C'est pourquoi les termes « *Beurs* » (argot) ou « *Français musulmans* » (terme actuel de la langue savante réintroduite par les politologues) me paraissent d'une autre nature que ceux qui les ont précédé comme « *Bougnoules* » ou « *Immigrés* ». Leur ambiguïté profonde permet d'introduire de nouveau, et la dette du passé, et la situation nouvelle : les « *Beurs* » « ni algériens ni Français » parce que repoussés par les deux pays comme s'ils étaient encore en guerre ; « *Français musulmans* », parce que cette locution réassocie, dans l'espace territorial cette fois, des minoritaires qu'on prétendait exclure jadis de la nationalité, au nom de la religion. C'est ce débat-là qui conduit au réveil de la guerre civile larvée en France. Ce n'est certes pas dans ce sens que le réemploient sociologues des religions et politologues. Mais ce que nous voulons signifier, c'est la possibilité qu'offre la démocratie par rapport à d'autres collectivités politiques : à savoir la renaissance des questions liées à la place des populations minoritaires jusqu'à ce qu'elles s'incorporent dans les représentations collectives nationales. Oublis et renversement des valences identitaires sont ainsi les deux faces d'un même phénomène nécessaire, celui d'un référent stable qu'on sait devoir changer. À cet égard les simplifications de la sociologie de la stigmatisation paraissent bien réductrices.
- 30 Les frères ennemis de jadis, Français et Allemands, sont devenus les alliés fondateurs de la nouvelle construction territoriale. Aujourd'hui l'Alsace au nom de la même hétéroglossie est au coeur de la nouvelle unité politique, l'Europe dont elle abrite le parlement. Mais l'Algérie, elle, n'est plus qu'un pays lointain où certains industriels français et combattants des relations extérieures du FLN peuvent en toute quiétude se partager les prébendes du commerce extérieur et du pétrole, laissant le pays en friche, les « *Alger-rois* » contre les « *Alger-rien* ».

BIBLIOGRAPHIE

- AGERON Ch.-R., 1968. *Les Algériens musulmans et la France 1870-1919* (2 vol.). Paris, PUF.
- AGERON Ch.-R., [1964] 1990. *Histoire de l'Algérie contemporaine*. Paris, PUF (coll. Que Sais-je ? , 9^e éd.).
- BARRIERE L.-A., 1993. *Le statut personnel des musulmans d'Algérie de 1834 à 1962*. Dijon, Presses universitaires de Dijon.
- BRUNOT F., 1968. *Histoire de la langue française*, t. 10 : la langue classique dans la tourmente. Paris, A. Colin.
- COLONNA F., 1996. « Un regard aveuglé. Anticléricalisme par excès d'humanisme universaliste en Algérie », *Anthropologie et sociétés* : « *L'Algérie aux marges du religieux* ».
- DAUZAT A., 1948. « Le Français moderne », *Revue de linguistique française*, 16^e année.
- DE DENUS A.-R., 1889. *Les appellations ethniques de la France et de ses colonies*. Paris, Librairie historique des provinces.

- GIRARDET R., 1972. *L'idée coloniale en France (1871-1962)*. Paris, Poche.
- IMBS P. (éd.), [1971] 1994. *Trésor de la langue française. Dictionnaire de la langue du XIX^e et du XX^e siècle (1789-1960)*. Paris, CNRS.
- KANTOROWICZ E.-H., 1981. *The Kings's Two Bodies, a Study in Medieval Political Theology*. Princeton, Princeton University Press.
- LEVI P., *Histoire linguistique de l'Alsace et de la Lorraine* (2 vol.). Paris, Les Belles Lettres, (Publ. de la faculté des lettres de Strasbourg).
- LORAUX N., 1997. *La cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*. Paris, Payot & Rivages (Critique de la politique Payot).
- MAYEUR J.-M., 1991. *La séparation des Églises et de l'État*. Paris, éditions ouvrières (2^e éd.).
- MARZOUK Y., 1998. « Technopolis : concurrences, normes, traces », in Y. MARZOUK, C. SEINOBOS & F. SIGAUT (éds), *Outils aratoires en Afrique : concurrence, normes, traces*. Paris, Khartala (à paraître).
- MONTAGNE R., 1930. *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc. Essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires, groupe chleuh*. Paris, Félix Alcan.
- REY A., 1992. *Dictionnaire historique de la langue française*. Paris, Le Robert (2 vol.).
- SAINÉAN L., 1915. *L'argot des tranchées d'après les lettres des poilus et les journaux du front*. Paris, éd. de Broccard.
- SAINÉAN L., 1935. *Autour des sources indigènes. Études d'étymologie française et romaine*. Paris.
- VALENSI L., 1997. « Robert Montagne, Danton 96.90 », in *La sociologie musulmane de Robert Montagne*, colloque EHESS/Collège de France, 5-7 juin (à paraître).

NOTES

1. Dans ce texte certains termes français sont « *en italique* » parce qu'ils appartiennent à la langue vernaculaire et ont souvent une acception différente de celle qu'ils prennent dans la langue écrite soutenue. Il s'agit de termes d'argot, de métiers (militaires, juridiques, scientifiques) ou de la langue parlée.
2. L'adjani – écriture d'une langue vernaculaire à partir des caractères arabes – provient de la même origine. Adjani était le terme employé par les Arabes pour désigner le persan et censé rendre par onomatopée, le côté « imprononçable de cette langue de dominants enfin dominés ».
3. Le Maroc comprend d'autres groupes linguistiques berbères : ceux qui parlent la *tamazirht*, dans l'Atlas central et ceux qui parlent la *tarilnit* dans le Rif. Ce groupe linguistique représente aujourd'hui près du tiers de la population, située dans les montagnes. L'arabe comme langue nationale continue de progresser.
4. On peut rapprocher ce fait du procès de victimisation du Vietnam, dû à sa lutte contre l'impérialisme français puis américain, qui « effaçait » totalement les tentatives hégémoniques de ce pays en Asie du Sud-Est.
5. La convention d'Alger (1863) confirme la protection du roi et la juridiction spécifique de son ambassade datant de 1767 tandis que celle de Madrid (1880) fait place à l'Angleterre et surtout l'Espagne et l'Allemagne. De fait cette situation de contrôle international du Maroc ne s'achèvera qu'en 1911, après le début de sa conquête par les Français.
6. Cette relation était doublée par le mode de rétribution qui n'était pas une solde, mais la prise en charge familiale.

7. Communication orale de Claude Lefébure que je tiens à remercier ici.
8. Lefébure suppose qu'existait déjà à cette époque la connotation « *Chleuh* » = ennemi = Allemand, car jusqu'en 1911 la rivalité avec l'Allemagne sera forte. Elle se marqua par la visite du Kaiser et un croiseur allemand en face d'Agadir. Cela est possible mais j'ai néanmoins trouvé la trace de tentatives de soulèvement des tribus du Rif par les espions allemands pendant la guerre de 1914, soulèvements auxquels Lyautey put faire face grâce... à la fidélité de ses « *Chleuhs* » à son égard et à celui du sultan.
9. Si Sainéan ne parle pas de l'armée mixte, c'est qu'à son époque c'est évident : il parle de la coloniale : hors relevé de texte de « *nos turcos* » (combattants indigènes très populaires en France dès 1870) ; et dans ses relevés des « *bouchers noirs* » surnom donné aux artilleurs « d'après leur sombres uniformes ». Il relève également les « *terribles taurriaux* », surnom donnés aux « *territoriaux* », notamment artilleurs. Sainéan prend « *territoriaux* » dans son acception ancienne d'armée de réserve, telle qu'on l'a définie de 1870 à 1914. Personnellement je pense qu'il s'agit déjà d'autres territoires, ceux qui deviendront en 1946 « les territoires d'outre-mer ».
10. « *Boche* » succède à *Prussiens* après la guerre de 1870, où il était inconnu (Boutny 1874, in Sainéan 1915), d'abord sous la forme de « *tête carrée d'allemand* » à cause de leur compréhension longue et difficile (les Flamands pour les Français d'aujourd'hui). Il n'est pas inintéressant pour notre propos de souligner que l'acception ethnique qui s'est généralisée en France provient de l'immigration d'une main-d'oeuvre d'origine allemande, dans les milieux typographiques d'abord, puis ouvriers. Dans le milieu de travail, ils ont été traités de « *tête carrée* », de « *caboches* », puis dans sa forme d'argot parisien de « *boche* » ; ce terme désignait auparavant dans le milieu de la prostitution, le « *mauvais sujet* ». « C'est la guerre qui a donné à ce sobriquet plutôt ironique, son caractère d'abomination » (Sainéan 1915). Sur l'importance du monde du travail dans la fabrication idéologique des stratifications ethniques ou « *étrangetés* » de l'intérieur (Marzouk, 1998 à paraître).
11. Comme en témoigne une des plus célèbres chansons sur le refus d'incorporation : « *l'insoumis* ».
12. C'est Luther qui œuvra pour le rattachement de l'Alsace à la France. Ultérieurement la révocation de l'Édit de Nantes n'y fut jamais appliquée.
13. En 1933 encore on considère le fait que le breton soit « *éradiqué* » des villes comme un résultat tout à fait « *remarquable* ».
14. Ces Français musulmans ne représentent qu'une partie de ce qu'on nomma « *cheulh* » à partir de la guerre d'Algérie où il prend le même sens que celui de « *Bougnoule* », i.e. une main-d'oeuvre corvéable à merci. Le mot « *Bougnoules* » est un terme de description physico-esthétique qui qualifie les couleurs de peau. Péjoratif, il signifie dans la langue majoritaire du Sénégal, le wolof, « *le noir* » (de « *bou-gnoul* » par opposition au blanc « *bou wekh* ») avec entre les deux toutes les nuances du métissage : « *teint clair* », « *rouge* »... Cette racialisation de l'adjectif a été opérée par les « *habitants des quatre communes* » (Gorée, Saint-Louis...) pour désigner leurs « *frères* » africains de l'intérieur qui ne bénéficiaient d'aucun droit politique, mais aussi les esclaves et les ressortissants des régions nouvellement conquises. Pour les Blancs, il s'appliquait à l'origine à la main-d'oeuvre de statut souvent servile qui travaillait dans la marine ou faisait partie de l'infanterie. Par un premier retournement analogue à ceux que nous venons de décrire, il désignera les citoyens des quatre communes et les métis. Enfin, par un déplacement caractéristique, à partir des années 1950, on l'appliquera aux Maghrébins, en Afrique du Nord pour rabaisser les nationalistes, en France pour signifier que cette main-d'oeuvre immigrée ne bénéficiait d'aucun droit, ni d'aucune possibilité d'y prétendre (Marzouk, 1998 à paraître).

RÉSUMÉS

Les représentations de minorités culturelles ne prennent sens que dans les ensembles socio-politiques qui les ont vu naître, et non « en soi ». C'est pourquoi nous proposons un retour sur l'articulation contenus /représentations, à partir de l'historiographie de deux termes « chleuh » et « français musulman ». Leur analyse nous introduit aux lieux des transformations des collectivités et de leurs représentations : les guerres, les migrations de travail et les réseaux de commerce. Elle permet de dresser également les figures en mouvement : des contrats de fondation à leurs risques de rupture (la guerre civile, l'autocratie) par le renversement/déplacement des ennemis en alliés.

Representations of cultural minorities make sense only as seen within the social and political context of their origins and not « in and of themselves ». Thus we propose a return to the articulation of social-politico-representational factors based on the historiography of the two terms « Schleuh » and « French muslim ». This analysis brings us into areas where communities and representations are transformed by such things as wars, migrations and commercial networks. It reveals a social dynamic: the consequence of civil war, realinement from ennemy to ally, and the spilling of blood.

AUTEUR

YASMINE MARZOUK

Associée à l'UPR 191